

Le Temps

Mais de quoi souffre la France?

Date de parution: Jeudi 4 mai 2006

Auteur: Zaki Laidi

Zaki Laidi, chercheur au Centre d'études et de recherches internationales (CERI), à Paris, analyse les mythes sociaux français qui font obstacle à la pratique du réformisme.

Entre Dominique de Villepin, premier ministre flamboyant mais affaibli par l'affaire du CPE qui a mis la France dans les rues pendant un mois et le pauvre député Jean Lassalle qui a recouru à 31 jours de grève de la faim pour empêcher l'extension d'une usine japonaise dans une vallée voisine de sa circonscription, il n'y a pas de lien direct sinon que ces deux événements reflètent la crise du système politique français face à la mondialisation et sa préférence pour l'héroïsme au détriment du réformisme.

Le problème de fond est l'avenir du travail dans un monde globalisé. La dimension symbolique, ce sont les formes d'action intériorisées ou valorisées par la société française. Au sommet de l'Etat, c'est l'héroïsme politique drapé de la toge de l'intérêt général qui veut s'imposer au mépris de toute réalité. A la base, les formes d'héroïsme individuel à tonalité sacrificielle (Lassalle) ou combative (Bové).

Dans les trois cas est présente la volonté de changer les choses par le symbole, l'exemplarité, le sacrifice ou la force, comme si, pour réformer, il fallait s'immoler. Cela ne règle aucun problème et dévalue de surcroît toute approche réformiste.

Dans le monde globalisé, le capital devient mobile et le travail immobile. Le rapport de force entre les deux facteurs est donc mécaniquement modifié, d'autant que le salariat n'est plus du tout homogène. Si le capital ne trouve pas de conditions favorables à sa rentabilité, il se déplace. Et d'autant plus facilement qu'il bénéficie de trois atouts exceptionnels: l'existence d'une demande très forte dans les pays émergents, l'existence dans ces mêmes pays d'un potentiel de bas salaires inépuisable, un progrès technologique qui permet de plus en plus facilement de décomposer la chaîne de création de valeur à travers le monde dans des conditions optimales. La mondialisation fait donc naître potentiellement un salariat mondial qui n'a plus besoin d'être mobilisé car c'est le capital qui vient vers lui là où il est abondant.

C'est une mutation considérable, que certains chiffres expriment de façon très éloquent. En 1980, le salariat mondial était évalué à à peine un milliard d'individus dont un bon tiers dans les pays développés. Vingt-cinq ans plus tard, il atteint les trois milliards, dont 500 millions dans les pays développés, un milliard dans les pays en développement, un milliard et demi dans les pays émergents comme l'Inde, la Chine et la Russie.

Ce groupe de pays occupe dans cette nouvelle dimension du travail une place considérable car il allie deux atouts phénoménaux: une force de travail abondante dont une fraction non négligeable est qualifiée, voire très qualifiée. La mondialisation, c'est la fin d'un monde où le travail qualifié était l'apanage des seuls pays riches. Il y a donc bel et bien un choc de l'offre du travail à l'échelle mondiale dont on peut difficilement nier l'existence. Ce problème peut être aggravé par le fait que le rattrapage salarial dans les pays émergents comme la Chine peut se trouver bloqué ou ralenti par une répression social des salaires qui permettrait à certains secteurs d'avoir une productivité très forte mais des salaires très faibles.

Simultanément, l'évolution spectaculaire de ces chiffres doit être relativisée par le fait que tous ces salariés de la périphérie ne vont pas aller sur le marché mondial. Car plus une économie se développe, plus ses activités non échangeables s'accroissent. Ce qui veut dire que les activités de services créées en Inde ou en Chine continueront de manière massive à servir au marché intérieur. On ne pourra probablement jamais commander sa pizza à Barcelone.

Par ailleurs, même si la contrainte est globale, les solutions restent en bonne partie locales. Ce point mérite d'être martelé car la tentation est grande, surtout parmi les élites françaises, de rechercher des grandes solutions censées renverser la table à l'échelle du monde, au mépris des considérations élémentaires.

Ce reproche vaut naturellement pour les altermondialistes qui dissertent sur «l'alternative au système capitaliste» alors qu'à la périphérie du monde, Chinois et Indiens sont moins soucieux de bâtir un «autre système» que de maximiser leur position dans le monde tel qu'il est. Leur objectif, ce n'est pas d'inventer un nouveau capitalisme. C'est de bricoler à leur avantage le capitalisme réel.

La difficulté est donc de trouver un chemin entre le mythe de «l'autre monde» et celui du bonapartisme social, deux mythes d'ailleurs complémentaires, héritiers de la tradition révolutionnaire et révélés par la fascination sémantique pour «l'idée de rupture». Or, contrairement à ce que l'on croit, la France n'a de chances de s'engager dans la voie d'un changement profond, durable et socialement non traumatisant non pas en rompant avec le passé, mais en inventant de nouvelles façons de faire qui s'inscrivent aussi dans des traditions disponibles mais non exploitées.

La première modalité d'action est l'anticipation. Plus une entreprise, une région ou un secteur d'activité anticipe les changements, mieux il les assume. On l'a bien vu dans le

secteur textile. Les pays qui ont le mieux anticipé l'ouverture du marché aux Chinois ont été les Allemands et les Scandinaves. Les plus mauvais ont été les Italiens. Résultat: les premiers ne s'inquiètent plus de la Chine et refusent tout protectionnisme car, pour eux, les produits chinois sont des intrants utilisés dans des produits à forte valeur ajoutée. Les seconds connaissent une passe très difficile que le gouvernement Berlusconi a aggravée en ne faisant rien malgré ses proclamations faussement libérales.

La deuxième modalité est celle de la concertation entre tous les acteurs concernés. Si, dans une même région, la restructuration de Moulinex a été catastrophique tandis que celle de Philips a été réussie, c'est parce que la qualité des acteurs a fait la différence.

Enfin la troisième modalité est l'adaptation. Refuser la fermeture d'une usine qui veut se déplacer vers une vallée voisine où son déploiement est jugé économiquement plus favorable est un acte de grave irresponsabilité. M. Lassalle n'est pas un résistant dont il faut louer le courage mais un élu irresponsable dont l'action conduira à terme non seulement à la fermeture de son usine dans la vallée d'Accous mais à une défiance légitime des investisseurs japonais vis-à-vis de la France.

Qui, en effet, en dehors de M. Lassalle, peut comprendre que l'on puisse faire une grève de la faim pour prévenir le déplacement d'une usine à soixante kilomètres de là, quand, à l'heure de la mondialisation, il est si facile de faire fabriquer un produit à dix mille kilomètres d'ici?